

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°787 | 12 février 2026 | 2 €



ZOOM

Le NPA-A dans les
municipales : antifasciste,
unitaire et radical

Page 3

INTERNATIONAL

Syrie. Démocratisation
et question nationale
kurde

Page 4

ARGUMENTS

La gratuité des
transports, c'est le
droit à la mobilité!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec le
Collectif Romani et
Voyageur ZOR

Page 8

Édito

Le garde-champêtre et le fascisme qui vient

Par ALEX BACHMAN

L'Histoire connaît parfois de curieux mouvements de balancier. Le 23 avril 1941 un décret-loi du régime de Vichy fait fusionner et passer sous le contrôle de l'État les polices municipales. Cette police désormais nationale va organiser les arrestations massives de JuifEs, la rafle du Vel d'hiv et la chasse aux résistantEs. Mais les politiques libérales détricotent les pouvoirs régaliens de l'État bourgeois, jusqu'à la gestion de l'ordre public. Pour faire des économies comptables, les gouvernements ont remis en selle la police municipale. Fini le garde-champêtre à l'ancienne, place aux municipaux surarmés, entre les mains d'élus de droite comme de gauche — comme à Saint-Denis, où les flics du maire socialiste Hanotin multiplient les contrôles abusifs, le harcèlement et les violences contre les habitantEs des quartiers populaires. En 2023, 3 800 collectivités locales employaient plus de 28 000 flics municipaux, soit une hausse de 45 % en dix ans. Un chiffre tout sauf négligeable si on le compare aux 150 000 fonctionnaires de la Police nationale et aux 100 000 militaires de la Gendarmerie. Un projet de loi en discussion au Sénat vise à renforcer cette sous-traitance à la police municipale par la création de Services de police municipale à compétence judiciaire élargie (SPMCJE). Derrière ce jargon, il s'agit de permettre aux flics municipaux de constater un nombre plus important de délits qui ne nécessitent pas d'acte d'enquête, et d'établir des amendes forfaitaires délictuelles. La liste des délits visés (tags, stationnement illicite, usage illicite de stupéfiants, occupation illicite de hall d'immeubles, etc.) indique clairement que cette loi ne ferait que renforcer le harcèlement raciste dont sont victimes de nombreux hommes jeunes racisés. Ceux-là même qui cumulent parfois déjà des milliers d'euros pour des amendes forfaitaires à répétition distribuées arbitrairement. Le fascisme peut donc venir, même le garde-champêtre est fin prêt ! À nous, par nos mobilisations, de déjouer la catastrophe imminente.

L'affaire Epstein est difficile à appréhender par son ampleur. Jeffrey Epstein était déjà, avant la révélation de ses différents et nombreux crimes, le symbole du capitalisme contemporain : wonder boy « investisseur d'affaires » dont on ne sait pas exactement d'où venait la fortune, au carnet d'adresses pléthorique, introduit dans tous les milieux de l'élite capitaliste — financier, peuple, culturel, politique. Une figure mondiale du pouvoir et de l'argent, à la manière d'un Trump des années 1990, avant son basculement politique. Aujourd'hui, le scandale apparaît dans toute sa dimension : réseau pédocriminel international, magouilles financières, financements semi-occultes de personnalités politiques, de partis d'extrême droite, d'ex ou d'actuels ministres, aux États-Unis comme en Europe, lien avec différents services secrets. Tentaculaire, non pas au sens fantasmagorique de la pieuvre des complotistes, mais parce que ses ramifications sont réelles, nombreuses et documentées : des acteurs puissants, des relais institutionnels, et surtout des victimes par centaines — le plus souvent invisibilisées.

Complotisme, antisémitisme et instrumentalisation

Le vocabulaire convoqué dans les débats publics révèle un autre phénomène d'ampleur : la lecture complotiste de l'affaire. Des caricatures d'Epstein en diable ou en pieuvre se sont multipliées, réactivant des codes visuels historiquement liés à l'antisémitisme. À l'extrême droite, l'affaire nourrit les récits sur les « élites dégénérées », les réseaux « sataniques » ou les fantasmes type QAnon. Trump lui-même instrumentalise l'affaire à l'approche des élections de mi-mandat, alors que ses propres liens passés

avec Epstein fragilisent sa base MAGA. Technique classique : saturer l'espace informationnel. La publication de près de trois millions de documents par l'administration américaine submerge la capacité de traitement médiatique, avec pour but que certaines données détournent l'attention et que des informations véritables soient noyées dans la masse. D'autant que cette déclassification reste partielle : des millions de documents demeurent caviardés ou jugés trop sensibles. La divulgation fragmentaire alimente les soupçons qu'elle prétend dissiper, d'autant que la ministre de la Justice Pam Bondi, ancienne avocate de Trump, supervise le processus.

Des violences systémiques

Si l'affaire est extraordinaire par son ampleur, elle ne l'est pas par sa nature. Elle constitue au contraire l'expression paroxystique du fonctionnement ordinaire du capitalisme patriarcal : l'argent et le pouvoir permettant l'achat, l'exploitation et la destruction de corps, en particulier ceux de femmes jeunes, précaires, isolées. Les témoignages décrivent un système prédateur ciblant méthodiquement les victimes les plus vulnérables, sans ressources ni protections. Il ne s'agit pas d'un homme seul mais d'un réseau d'agresseurs sexuels, protégés par leur position sociale. La bourgeoisie possède les moyens de production, mais aussi le pouvoir politique,

médiatique et symbolique. Cette domination produit des formes d'impunité qui rendent possibles de tels systèmes. La tentation est grande de construire la figure du « monstre », de renvoyer ces crimes à une élite immorale extérieure à la société. Pourtant, les violences sexuelles sont massives et transversales. Les statistiques sur l'inceste, la pédocriminalité ou les violences sexuelles montrent leur ampleur structurelle, bien au-delà des « élites aux mœurs déviantes ». L'affaire Pelicot, par le nombre d'agresseurs impliqués, a rappelé la banalité sociale de ces crimes, qui touchent toutes les couches de la société.

Impunité de classe et banalisation

Reste que la richesse et le pouvoir protègent. Dans une société où des figures médiatiques ou politiques poursuivent leur carrière malgré des accusations ou condamnations, l'impunité n'est pas l'exception mais un mécanisme. Ainsi, l'affaire Epstein doit éclairer les logiques matérielles d'un système : concentration extrême du pouvoir, marchandisation des corps, banalisation des violences sexuelles. Elle rappelle que ces crimes ne relèvent pas de marges obscures, mais du cœur même d'un ordre social fondé sur la domination capitaliste et patriarcale. C'est ce système qu'il faut détruire, pour qu'il n'y ait plus d'Epstein ni de victimes.

Manon Boltansky

Epstein, symptôme du capitalisme patriarcal

Scandale pédocriminel de masse, ramifications politiques internationales, déferlement complotiste : l'affaire Epstein sidère par son ampleur. Elle révèle surtout des mécanismes structurels du capitalisme patriarcal.



Acturama



Énorme succès pour la réunion publique à Jussieu sur les complicités universitaires avec l'apartheid et le génocide israélien. Organisée par l'intersyndicale et les comités Palestine, près de 150 personnes ont assisté aux interventions, dont celle de la chercheuse Maya Wind sur les complicités universitaires et sur la nécessité de mettre fin aux partenariats. Cette réunion est un important point d'appui pour obtenir la fin des complicités des universités avec le régime génocidaire.

PHOTO NPA

Bien dit

Ensemble nous sommes l'Amérique

Le chanteur portoricain BAD BUNNY a prononcé cette phrase lors de son concert de mi-temps du Super Bowl LX, le 8 février 2026. La formule faisait à la fois référence à l'ensemble du continent américain et constituait un pied de nez implicite au nationalisme trumpiste, en défendant une vision plurinationale et inclusive de « l'Amérique ».

MUNICIPALES 2026

Le NPA-A dans les municipales : antifasciste, unitaire et radical

Ces élections municipales – donc locales – interviennent dans un contexte international et national de plus en plus pesant. Alors que l'extrême droite, dans différentes configurations, est au pouvoir dans un nombre de pays grandissant ou pèse de plus en plus du fait de ses scores électoraux sur les politiques au pouvoir, nous sommes contraintEs d'envisager l'hypothèse d'une victoire de l'extrême droite à la présidentielle de 2027.

L'enjeu central du combat contre l'extrême droite

Cela surdétermine nos positionnements dans toutes les échéances politiques en nous donnant un double objectif : d'une part, développer des propositions unitaires et radicales qui offrent une alternative aux politiques libérales menées par des forces de droite ou sociales-libérales, qui sont le terreau du vote pour l'extrême droite. Bref, mener la bataille culturelle pour opposer point par point des réponses de rupture anticapitalistes. Et, dans le même mouvement, combattre la résignation et le fatalisme face à une victoire du RN annoncée par les sondages et les commentateurs politiques.

C'est une question de survie sociale pour les exploités et

Le NPA-l'Anticapitaliste aborde les municipales de 2026 comme un point d'appui pour construire un front antifasciste, unitaire et de rupture, ancré dans les mobilisations locales et les besoins populaires.



**ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2026**

**REPRENONS LES
COMMUNES !**

LE NPA-A PRÉSENT DANS DES DIZAINES DE VILLES

De Strasbourg à Quimper, de Pontoise à Carcassonne, les équipes militantes du NPA-l'Anticapitaliste s'affairent pour faire vivre partout notre orientation, unitaire et révolutionnaire. Évidemment, compte tenu des situations locales — il s'agit d'élections municipales ! — notre présence prend des formes très différentes !

Nous serons donc présentEs sur — ou soutiendrons — des dizaines de listes. À Bordeaux, nous présenterons une liste en autonomie autour de l'équipe de Philippe Poutou. À Gérardmer, à Alençon, des camarades du NPA-A conduiront des listes unitaires larges sans le PS, à Kemper ce sera un binôme de tête LFI/NPA-A. Dans quelques villes — Toulouse, Colomiers, Saint-Ouen, Rennes, Metz — il s'agira de listes à ossature LFI, ouvertes au mouvement social, avec soutien et participation du NPA-A. Dans une majorité de cas, nous soutiendrons ou participerons à des cadres unitaires très larges, listes citoyennes (Louviers, Narbonne, Roanne, Tournissan), listes unitaires en référence explicite au NFP (Arles, Nice, Saint-Malo) ou sans référence NFP (Oyonnax), listes unitaires partielles, sans le PS (Saint-Nazaire, Vernon) parfois sans LFI (Montreuil, Pau). Enfin, dans quelques cas, comme à Nancy, nous soutiendrons la liste LFI sans y participer. Il ne s'agit ici que de quelques exemples de notre implication, cette liste n'est bien entendu pas exhaustive.

les opprimés, et de survie tout court pour celles et ceux qui sont leurs cibles, à commencer par les personnes racisées. Ce qui est aujourd'hui une prophétie autoréalisatrice des médias Bolloré mais aussi de franges des classes dirigeantes peut échouer si elle trouve en face un front de résistance, structuré sur le terrain par l'unité de réseaux de militantEs politiques mais aussi syndicaux, associatifs, capables d'entraîner des personnes non organisées jusque-là et d'impulser des mobilisations. Chaque échéance doit être envisagée comme un point d'appui

pour cet objectif. A fortiori les élections locales puisque nous savons que c'est à la fois un échelon auquel de nombreuses personnes — jeunes, travailleuses ou privées d'emploi, racisées ou discriminées — peuvent se sentir davantage en capacité de peser que dans des débats nationaux. Et l'exemple de Minneapolis et plus largement des résistances face à la fascisation du pouvoir étatsunien, montre que c'est localement que se constituent des réseaux d'entraide et de solidarité capables de défier Trump mais aussi de peser sur des politiques peu combatives.

Des municipalités antifascistes peuvent aider à construire un tel front.

Pas de radicalité sans unité, ni d'unité sans radicalité
Face à ces enjeux, le NPA-l'Anticapitaliste défend l'unité

DES PROPOSITIONS TRANSFORMATRICES

➤ D'ici le scrutin, nous publierons dans nos colonnes et sur notre site des échos de campagnes locales. Et chaque semaine, un dossier sera dédié à des questions de fond : logement, services publics, «sécurité», international, féminisme, démocratie locale... Nous commençons cette semaine par les transports (lire page 5).

la plus large, à l'image de ce qu'avait été le Nouveau Front populaire (NFP) en juin-juillet 2024. C'est pour nous un horizon à construire sans ignorer que le NFP n'existe plus nationalement et que localement il peut avoir éclaté façon puzzle dont les morceaux sont trop abîmés pour se reconstituer. En effet, entre le « jamais avec LFI » et le « plus rien n'est possible avec un PS qui a fait passer le budget austéritaire », les alliances et recompositions ont du mal à trouver une cohérence politique. C'est pourtant ce que le NPA-A porte en défendant que, face aux dangers de l'extrême droite, il ne peut pas y avoir de radicalité sans unité, ni d'unité sans radicalité.

En effet, s'il n'y a pas d'unité, c'est la porte ouverte à la démoralisation et à la victoire d'alliances entre les droites plus ou moins extrêmes qui, elles aussi, considèrent les élections municipales comme des tours de chauffe pour les élections présidentielle et législatives. Sans radicalité il n'y aura pas les forces pour mobiliser, donner confiance dans la possibilité de construire une politique qui protège celles et ceux qui paient cash les politiques libérales. Dans les deux cas, cela renforcerait la présence de l'extrême droite et de ses idées, dans les conseils municipaux, dans les intercommunalités qui gèrent de plus en plus de domaines, et dans les prochaines sénatoriales.

L'unité est un combat que le NPA-l'Anticapitaliste mène en partant des besoins de la population et des réponses qui pourraient y être amenées au niveau local, en particulier sur les questions de logement, de santé publique, d'éducation et de culture, avec comme préoccupation d'y associer avant, pendant et après les élections les premierEs concernéEs. Dans certaines communes, ces batailles unitaires ont permis de construire des programmes portés par des listes unitaires plus ou moins larges. Dans d'autres villes, cela n'a pas été possible, et le NPA-A continue de porter cette orientation pour préparer les cadres dans lesquels construire les mobilisations qui seront nécessaires.

Le groupe de travail Municipales 2026

No comment

Nous enterrons l'idée d'un État palestinien

BEZALEL SMOTRICH, ministre des Finances d'Israël, commente ainsi les dernières décisions du gouvernement israélien en vue de l'annexion pure et simple de la Cisjordanie par l'occupant. « La Judée-Samarie [la Cisjordanie] est le cœur du pays et son renforcement constitue un intérêt sécuritaire, national et sioniste de premier ordre », a affirmé de son côté Israël Katz, ministre de la Défense.

Agenda

Samedi 14 février, manifestation «Stop génocide!», Paris (75). À 14 h, place de la Nation.

Lundi 16 février, Centre d'études marxistes : «De quoi le communalisme est-il le nom?», Montreuil (93). À 19 h, à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

Samedi 21 février, rencontre «Guerres impérialistes, fascismes... Quelles autodéfenses populaires?», Paris 11^e. À 14 h, au Maltais Rouge, 40, rue de Malte. Une rencontre organisée par la revue Adresses et le Réseau Bastille.



Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10 h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20^e.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



En bref

Portugal. Mobilisation électorale contre l'extrême droite

Élu président de la République ce 8 février avec 67% des voix face au candidat néofasciste André Ventura, António José Seguro l'emporte dans un contexte marqué par de violentes tempêtes ayant placé le pays en « état de calamité ». Malgré ces conditions, la participation est restée stable entre les deux tours, traduisant une forte mobilisation électorale contre l'extrême droite. Celle-ci sort néanmoins renforcée du scrutin, confirmant sa progression et recevant le soutien d'une partie de l'électorat de droite. Ancien dirigeant socialiste au profil austéritaire, Seguro ne constitue pas un rempart face aux politiques néolibérales de régressions sociales et constitutionnelles. La réponse de la gauche doit être davantage de luttes

extraparlémentaires et de convergence dans les solidarités contre la fascisation.
 ▶ Lire sur notre site l'article complet de Jorge Costa, membre de la direction du Bloc de Gauche

RDC. Les minerais de sang

L'effondrement de la mine de Rubaya, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), qui aurait fait près de 200 morts selon les premières estimations, révèle la violence extrême des conditions d'extraction du coltan, minéral indispensable aux technologies numériques. Sous le contrôle de la milice M23, liée au Rwanda, les mineurs artisanaux travaillent sans sécurité, surexploités par une chaîne d'intermédiaires qui capte l'essentiel de la valeur. Les minerais sont ensuite exportés, alimentant une économie de guerre régionale. Cette prédation s'inscrit dans un système global où multinationales et puissances occidentales bénéficient de ressources stratégiques à bas coût, fermant les yeux sur les violences, la

militarisation et la surexploitation qui ensanglantent la région.
 ▶ Lire sur notre site l'article complet de Paul Martial



États-Unis. Érosion du soutien à Trump

Durant la première année de son second mandat, personne ne le critiquait au sein du Parti républicain. Les choses ont commencé à changer. Le soutien à Donald Trump recule après plusieurs controverses liées à sa politique migratoire, à ses propos racistes et à ses attaques contre le processus électoral. Le meurtre de l'infirmier Alex Pretti par des agents de l'ICE à Minneapolis, filmé et largement diffusé, a suscité une indignation nationale et constitue un tournant. Selon les sondages, 65% des étatsunienNEs jugent que l'ICE est allée trop loin. La popularité de Trump stagne à 39% mais il récolte désormais une majorité de forte désapprobation. Dans le pays, mobilisations et initiatives locales se multiplient contre la

répression migratoire et les dérives autoritaires.
 ▶ Lire sur notre site l'article complet de Dan La Botz, membre de DSA

SYRIE Démocratisation et question nationale kurde

Le Gouvernement de transition syrien (GTS) et les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont conclu un accord le 30 janvier 2026. Outre un cessez-le-feu, il prévoit une intégration militaire et administrative progressive des FDS au sein des institutions. Nous sommes cependant loin d'une solution globale pour la question kurde et la démocratisation de la Syrie.

Cet accord permet la suspension des attaques contre les populations kurdes, après des semaines de combat qui ont vu les forces gouvernementales prendre le contrôle des quartiers à majorité kurde de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh à Alep, entraînant le déplacement forcé de dizaines de milliers de civils et la prise par les forces gouvernementales de larges portions des provinces de Deir ez-Zor et de Raqqqa.

Le rôle des États-Unis et de la Turquie

Washington n'a exercé aucune pression pour mettre fin aux actions militaires du gouvernement syrien, dont les États-Unis sont devenus un soutien. De son côté, la Turquie a bombardé des zones de Qamichli durant l'offensive des troupes de Damas, auxquelles il est admis qu'elle a fourni une assistance logistique. Depuis la chute d'Assad, la Turquie est l'un des acteurs régionaux les plus importants en Syrie. En soutenant les autorités dominées par Hayat Tahrir al-Cham (HTC), Ankara entend se débarrasser des réfugiés syriens et tirer profit de la reconstruction. Mais l'objectif principal de la Turquie est d'entraver les aspirations kurdes à l'autonomie — perçues comme une menace pour la sécurité nationale — et

démanteler l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES).

Limites du projet de l'AANES

Les deux tiers des territoires contrôlés par les FDS ont été conquis en quelques jours. Cette rapidité met en évidence les limites du projet politique de l'AANES auprès des populations non kurdes. Au fil des années, des segments de la population arabe ont protesté contre des discriminations, des pratiques « sécuritaires » ciblées, l'emprisonnement d'activistes et de civils, ainsi que l'absence de représentation au sein des institutions. Plutôt que de chercher à obtenir le consentement des classes populaires arabes et de les faire participer à la gestion des institutions, les dirigeants des FDS ont collaboré avec des chefs tribaux pour gérer les populations. Or, ces chefs changent d'allégeance en fonction des acteurs politiques les plus puissants du moment, en défendant leurs propres intérêts matériels. À mesure que le rapport de forces évoluait en faveur de Damas, ils ont suivi le mouvement.

La confiance mal placée de la direction des FDS dans la poursuite du soutien états-unien et son manque de priorisation pour la construction d'alliances politiques larges avec

les forces démocratiques et progressistes du pays ont affaibli la pérennité de son projet.

Centralisation du pouvoir à Damas

L'offensive des forces armées de Damas s'inscrit dans la continuité, depuis la chute d'Assad, de la tentative des dirigeants syriens actuels de centraliser le pouvoir en rejetant des voies plus inclusives.

En outre, les autorités dirigeantes et leurs soutiens ont promu un discours agressif à l'encontre des Kurdes et des FDS. On relève de nombreux indices de racisme et de violations des droits humains par les forces gouvernementales et par des groupes armés qui leur sont affiliés.

Malgré l'octroi de droits linguistiques, culturels et de citoyenneté à la population kurde, des craintes légitimes persistent, notamment sur l'intégration des employés civils ou la forme que prendront les quatre brigades kurdes sous direction du ministère de la Défense. De même, le texte reste flou sur les questions cruciales de la décentralisation administrative et sécuritaire. Plus généralement, une véritable participation politique est toujours hypothétique, que ce soit pour les Kurdes ou d'autres secteurs de la population.

Les nouvelles autorités ont montré que leurs projets ne constituent pas une rupture nette avec les pratiques autoritaires. Aucune représentation politique démocratique et inclusive, aucun partage du pouvoir n'est actuellement proposé par Damas. Toutes les SyrienNEs aspirant à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité devraient s'inquiéter de ces dynamiques et s'y opposer. Aucune démocratisation réelle de la Syrie ne peut avoir lieu sans la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple kurde — le contraire est vrai également.

Joseph Daher

PALESTINE Les politiques carcérales internationales d'Israël

Alors que la colonisation et la répression s'intensifient en Palestine, la politique carcérale israélienne atteint un niveau sans précédent. Arrestations massives, tortures, détentions arbitraires et extension internationale des dispositifs répressifs participent d'un système colonial globalisé.



ces deux dernières années avec une généralisation de pratiques les plus barbares, notamment dans le camp de Sde Teiman, dans le Naqab, au sud de la Palestine occupée.

Privation de nourriture, enchaînement douloureux, musique assourdissante, viols par des animaux, etc. Israël va jusqu'à tuer les prisonniers palestiniens et garder leurs corps en otage. Les personnes enlevées à Gaza par l'armée peuvent disparaître sans jamais avoir été enregistrées.

Intimidations sans frontières

L'impunité dont jouit Israël en Europe lui permet d'enfermer et de tuer des PalestinienNEs, mais aussi d'arrêter des internationaux. Ces arrestations visent à intimider les militantEs et à laisser le champ libre aux colons pour voler les

terres agricoles palestiniennes. Camille et Momo en ont fait les frais la semaine dernière. Alors que ces deux Français étaient en Cisjordanie, ils ont été arrêtés par l'État colonial israélien, dimanche 1^{er} février.

Camille, militante pour les droits humains, a été arrêtée alors qu'elle constituait, avec une délégation de l'International Solidarity Movement, une présence d'interposition non violente dans le village de Mughayyer, près de Ramallah en Cisjordanie. Les attaques de colons contre les paysans palestiniens y sont aussi violentes que la résilience des Palestiniens est impressionnante. Les deux ont finalement été déportés vers la France, une pratique de plus en plus normalisée pour Israël, qui bénéficie de la complicité d'un grand nombre de pays occidentaux.

Complicité partout

Cette complicité permet de sous-traiter, partout, l'oppression des PalestinienNEs. Aux États-Unis, les PalestinienNEs subissent un traitement à la Guantanamo : la police raciste ICE arrête et détient arbitrairement des PalestinienNEs. Elle se permet en plus de leur confisquer des documents personnels et de les déporter discrètement en Cisjordanie en jet privé. Une vingtaine de PalestinienNEs se sont ainsi retrouvés envoyés en Cisjordanie parfois après plus d'un an de détention sans aucune information aux familles. En France, Ali, un réfugié palestinien, a été perquisitionné et arrêté devant sa femme et ses jeunes enfants et reste aujourd'hui enfermé pour le compte d'Israël. Smotrich a annoncé enterrer définitivement l'idée d'un État palestinien sans jamais perdre le soutien de ses alliés occidentaux. Aujourd'hui, il n'existe qu'un seul État entre la mer Méditerranée et le Jourdain. Un État colonial qui se maintient par le nettoyage ethnique, l'apartheid et le génocide. Les tortures dans les prisons ne constituent pas une dérive, elles sont le résultat du colonialisme, du racisme antipalestinien et de la déshumanisation qui en découle.

Monira Moon et Édouard Soulier

ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2026
**REPRENONS LES
COMMUNES !**

La gratuité des transports, c'est le droit à la mobilité!

La question des transports en commun est un enjeu majeur des élections municipales qui viennent : c'est au niveau des métropoles, communautés de communes où elle est traitée. Or la possibilité de se déplacer librement pour travailler, étudier, se soigner, se distraire, pour vivre est décisive. Nous devons donc mettre dans les priorités des projets municipaux le développement de transports en commun adaptés aux besoins de toutes et tous et leur libre accès grâce à la gratuité.

Dossier coordonné par Patrick Le Moal

Une réponse sociale et écologique

Face à l'explosion des déplacements contraints et à la domination de la voiture, la question des transports est un enjeu à la fois social et écologique.

Aujourd'hui, en moyenne 74 % des déplacements domicile/travail sont effectués en voiture, jusqu'à 87 % dans les zones rurales, et moins, 54 % dans les communes densément peuplées. La distance moyenne parcourue chaque jour augmente toujours.

Une urgence sociale

La gentrification des villes pousse les classes populaires, pour disposer d'un logement accessible financièrement, toujours plus loin des centres-villes. Ce sont donc ces populations qui sont obligées, pour tous les actes de la vie, de se déplacer dans des conditions déplorables. Pour celles et ceux qui n'ont pas de voiture, c'est la galère dans des transports en commun pas toujours adaptés à leurs besoins, à leurs horaires de travail, à leurs contraintes familiales, quand ils ne sont pas trop éloignés de leur résidence. Les autres qui utilisent leur voiture, se retrouvent dans les embouteillages, avec tous les risques d'accident. Et tout cela coûte cher, en moyenne 15 % du budget des ménages!

De ce fait, une personne sur quatre déclare avoir refusé un emploi ou une formation faute de transport, les plus précaires renoncent aux loisirs

ou à la culture à cause du coût du transport, et on estime que plus de 13 millions de personnes vivent une « précarité de mobilité » se limitant aux déplacements essentiels. Il est donc décisif de doter toutes les agglomérations de transports en commun performants et de raccordements avec les espaces périurbains parfois éloignés de plusieurs dizaines de km des grandes métropoles ; et de les rendre accessibles à toutes.

Une urgence écologique

À l'urgence sociale, s'ajoutent les urgences environnementales et sanitaires. Les transports sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre (toujours en augmentation), la moitié émanant des voitures. Pour agir sur les effets du réchauffement climatique, les îlots de chaleur dans les villes, augmenter la part des transports en commun est impératif. Un déplacement en bus émet moitié moins qu'une voiture, en tram 50 fois moins! Disposer de transports en commun, par train de raccordement aux grandes villes, par bus et trams dans les agglomérations, qui soient plus efficaces que les voitures, à des horaires et fréquences adaptés à



tous les besoins, est donc prioritaire. Car l'électrification des voitures, outre qu'elle n'est pas possible intégralement, ne modifie en rien les modes de déplacement et ne règle pas l'urgence sanitaire. En effet, les substances dangereuses émises par les véhicules à moteur participent pour une large part à la pollution atmosphérique qui est responsable de la mort prématurée de 48 000 personnes par an en France (plus de 8 millions dans le monde). Ce sont les oxydes d'azote et les particules fines, ces particules en suspension composées de toutes les substances présentes dans l'atmosphère, classées selon leur taille en PM10 (10 microns) et PM2,5 (2,5 microns), responsables de cancers, de troubles cardiovasculaires ou respiratoires. Plus de la moitié des PM émises par les voitures proviennent de l'usure des freins et des pneus, en quantité proportionnelle au poids. Plus les voitures sont lourdes, comme les grosses voitures électriques, plus elles émettent.

Développer les transports en commun pour diminuer la circulation automobile, c'est donc à la fois changer la vie quotidienne de millions de personnes, améliorer l'air respiré, et répondre à l'urgence sociale!

LE VERSEMENT MOBILITÉ

Cette taxe est payée par les entreprises employant 11 salariéEs et plus dans une zone où elle est instaurée par la collectivité responsable des transports, la Métropole ou les communautés urbaines. Son montant est plafonné par la loi à 3,2 % de la masse salariale à Paris et à 2 % dans la plupart des grandes métropoles. Mais elle n'existe que dans les grandes villes : dans le reste du territoire, elle n'est pas mise en place. **Nous devons donc revendiquer l'obligation d'une taxe minimale sur tout le territoire et une augmentation dans les villes pour favoriser l'instauration de la gratuité des transports. Les patrons doivent en outre payer la moitié des abonnements aux transports... lorsque les salariéEs le demandent.**

Une égalité émancipatrice

La beauté de la gratuité, c'est qu'elle est égalitaire : qui que l'on soit, on a le même accès à un service. Évidemment, pour que cette égalité ait un sens, le service, en l'occurrence les transports en commun, doit être efficace, adapté aux besoins réels.

Dans les 40 villes (dont une douzaine de plus de 100 000 habitantEs) dans lesquelles la gratuité est en place, elle modifie les liens sociaux, elle transforme la vie des gens, la vie en société.

La gratuité n'a rien à voir avec la tarification sociale

La tarification sociale oblige les pauvres à se justifier pour avoir des tarifs inférieurs. Pour les aides sociales, cette démarche discriminante exclut un tiers des personnes concernées, tout en créant des divisions au sein des classes populaires. Et elle ne modifie pas en profondeur la fonction des transports.

D'autres mesures transitoires égalitaires sont possibles pendant les travaux et investisse-

ments pour la gratuité totale, par exemple gratuité le week-end, ou par tranche d'âge, les moins de 25 ans, plus de 65 ans. Alors on va nous dire qui paye, comment c'est possible? Les recettes de la billetterie sont marginales dans les budgets des transports. Tous les investissements sont financés par les collectivités. Dans le budget de fonctionnement, les recettes de la billetterie ne représentent en moyenne que 17 %, le reste est payé à égalité par les finances de la collectivité et par la taxe payée par les entreprises (voir l'encadré).

Un choix de société

En fait, lorsque la gratuité est instaurée, ce n'est pas la compensation de la billetterie qui coûte le plus, c'est l'augmentation de

la fréquentation qui oblige à des investissements d'une tout autre ampleur. Partout où la gratuité de transports adaptés aux besoins a été instaurée, la fréquentation a explosé, 30 % de plus à Montpellier la première année, à Dunkerque, plus 165 % en 6 ans!

Assurer le droit à la mobilité, comme le droit à une école ou à des soins de qualité, ou aux premiers m³ d'eau, est un choix de société. Parler de gratuité n'est pas nier le coût du service, c'est combattre cette société capitaliste de marchandisation débridée où la perception que l'on a de la valeur des services est « obnubilée » par la représentation marchande. Promouvoir cette gratuité d'émancipation, à partir des besoins sociaux et écologiques, c'est rogner de l'espace, de la puissance au libéralisme, à la tendance à la privatisation généralisée, au règne de l'argent, c'est combattre en pratique le « à chacun selon ses moyens financiers », et instaurer « à chacun selon ses besoins... ».

En bref

Violence. Fortnite, for sure. Après l'agression d'une enseignante à Sanary-sur-Mer, Emmanuel Macron relance la polémique

sur les jeux vidéo, accusés d'alimenter la violence des jeunes, évoquant même de possibles interdictions. Une position contredite par le consensus scientifique, qui ne montre aucune corrélation entre pratique vidéoludique et passages à l'acte agressifs. Si les jeux peuvent favoriser la compétition ou des addictions, ils constituent aussi des espaces de sociabilité. Le débat masque surtout la dégradation du contexte social : hausse du mal-être, psychiatrie en crise, précarité étudiante. Il occulte aussi l'exposition permanente à des violences bien réelles, du climat aux guerres, jusqu'aux images du génocide en Palestine, auxquelles la jeunesse est quotidiennement confrontée. Depuis deux ans, ce génocide est à la fois nié

et justifié par les médias comme par le gouvernement. Et ça, ça fait quel effet aux jeunes ?
 Lire l'article complet d'Aurélienne Anne Thos sur notre site

Fascisation. Polémique Le Strat, backlash anti-écologiste. La nomination

d'Anne Le Strat à la direction déléguée de l'Office français de la biodiversité a déclenché une offensive

conjointe de la FNSEA, de la Coordination rurale, de la droite et de l'extrême droite, aussitôt relayée par le gouvernement via l'annonce d'une enquête. Derrière la polémique, c'est la remise en cause des politiques de protection de l'eau et de la biodiversité qui se joue, dans un contexte marqué par les mobilisations contre les mégabassines et la crise agricole. Attentats contre des sites publics, attaques d'agences de l'eau ou de l'OFB : la pression s'intensifie. Obtenir la tête d'une responsable écologiste

ouvrirait une brèche dangereuse contre l'indépendance des agentEs publics face aux lobbys productivistes.
 Lire l'article complet sur notre site

Prison. Surpopulation carcérale, funestes records. La population carcérale

atteint un niveau historique en France, avec 86 229 personnes détenues pour à peine plus de places, tandis que les matelas au sol

ont bondi de 51,5 % en un an. Les prisons débordent, transformées en « entrepôts humains » selon les observateurs internationaux. Le nombre d'écroués non détenuEs bondit encore plus, passant de 16 580 à 18 151, soit une augmentation de 9,5 %. Cela signifie que la justice française condamne toujours de plus en plus. Malgré 1200 places supplémentaires, la hausse continue des incarcérations alimente une crise structurelle déjà condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme. Le gouvernement mise sur 3500 places modulaires et le durcissement pénal, refusant toute régulation. Une fuite en avant sécuritaire qui entérine l'impasse du tout-carcéral.
 Lire l'article complet sur notre site

JEUNESSE Élections aux CROUS : les étudiantEs organisent la riposte à l'extrême droite

Les élections aux CROUS ont confirmé les recompositions du paysage étudiant, sur fond de division syndicale. Face à la progression inquiétante de l'extrême droite dans les universités, les étudiantEs multiplient les initiatives unitaires et antifascistes.

Du 3 au 5 février ont eu lieu les élections des CROUS. Toutes les étudiantEs de France étaient invitéEs à voter pour des représentantEs qui siègeront dans les conseils d'administration des CROUS afin de porter leurs intérêts sur le logement, les bourses, etc. Ces élections permettent de montrer le reflet de l'état des forces politiques et syndicales du mouvement étudiant.

Stagnation du bloc syndical

Du fait d'une division syndicale entre l'Unef et l'Union étudiante, la Fage (Fédération des associations générales étudiantes) remporte le plus de sièges. Composée d'organisations corporatives proches des directions d'université, la Fage ne lutte pas pour les droits des étudiantEs. Par ailleurs, cette organisation ne participe pas aux mouvements étudiants.

Malgré leur division, les listes se réclamant du syndicalisme étudiant sont en tête de ces élections. Cela prouve un rejet important des politiques libérales, de casse de l'université publique. Les étudiantEs défendent donc majoritairement une politique de lutte contre la précarité et la sélection.

Inquiétante présence de l'extrême droite

Cette année, deux organisations d'extrême droite étaient présentes lors de ces élections : l'UNI et la Cocarde étudiante. En lien avec des groupuscules fascistes violents, racistes, antisémites, LGBTIphobes et



sexistes, ces organisations étudiantes d'extrême droite tentent de se construire une tribune afin d'asseoir leur légitimité dans nos universités, grâce au tremplin des élections étudiantes. Depuis plusieurs années, les organisations syndicales alertent sur l'implantation de l'extrême droite dans les universités dans un contexte de casse des services publics et d'austérité instaurée par le gouvernement et relayée

par les directions d'université. Déblocages violents, attaques contre les facs et lynchages d'étudiantEs : l'extrême droite s'octroie tous les droits quand il s'agit de s'attaquer aux étudiantEs et à leurs droits. Leur protection par les directions d'université, leur légitimation dans les médias et leur place dans les conseils étudiants leur permettent de continuer à exercer leurs violences sur les

facs. Les directions des universités couvrent systématiquement les violences de l'extrême droite. Leur sécurité protège les auteursEs de violences, comme ce fut le cas à Lyon 3 ou à Nanterre, où les services de sécurité ont protégé les groupes néofascistes alors même qu'ils viennent d'agresser des étudiantEs.

Résistance antifasciste

Face à ces nombreuses attaques et à ces violences, les militantEs étudiantEs s'organisent. À Bordeaux, au printemps 2025, les étudiantEs de l'Université de Montaigne avaient réagi aux agressions de l'extrême droite en organisant un village antifasciste. Cette initiative a par la suite inspiré de nombreuses villes. À Toulouse, les étudiantEs se sont organiséEs autour d'une assemblée générale mise en place lors des élections. À Tours, l'organisation d'assemblées générales similaires rend l'implantation de l'extrême droite plus compliquée dans les milieux universitaires. Ainsi, dans de nombreuses universités, l'extrême droite fait face à une résistance antifasciste des étudiantEs.

Alors que la division syndicale a affaibli cette lutte contre l'extrême droite, il est nécessaire de construire un front unitaire antifasciste, rassemblant toutes les organisations de notre camp social sur les facs.

Jeunesses anticapitalistes du NPA-A

ANTIRACISME Un 6 février contre le régime de mort aux frontières

Les 6 et 7 février, à l'appel des familles et proches des disparuEs aux frontières, de nombreuses mobilisations se sont tenues, de Paris à Oujda, de Vintimille à Calais, aux frontières catalane et basque et sur toutes les frontières intérieures et maritimes, pour rendre hommage aux victimes des politiques mortifères de l'Union européenne (UE).

Cette journée internationale de Commemor'Action rappelle que le 6 février 2014, plus de 200 personnes, parties des côtes marocaines, ont tenté d'accéder à la nage à la plage de Tarajal, dans l'enclave coloniale espagnole de Ceuta, et ont trouvé la mort sous les balles de la Guardia civil qui a laissé les personnes se noyer devant elle.

Tuer et laisser mourir

Depuis, cette barbarie n'a cessé de se développer, assumée par tous les gouvernements de l'UE et des régimes à leur solde sur le pourtour méditerranéen et à l'intérieur du continent africain. À la manœuvre, Frontex, l'armée surarmée raciste dont s'est dotée l'UE pour se protéger de l'ennemi qu'elle s'est inventé : les migrantEs qui fuient les pays ruinés et mis à feu et à sang par les politiques impérialistes et néocoloniales. Laisser mourir ces « indésirables » est leur politique et tous les moyens sont bons. Le sinistre bilan : 75 000 personnes mortes ou disparues depuis 10 ans sur les chemins de l'exil, et les drames s'enchaînent dans la plus grande indifférence des États responsables de cette hécatombe.



Commemor'action à Paris. CVBÈLE D

Naufrages évitables

Les 19 et 20 janvier, « la plus grande tragédie de ces dernières années le long des routes de la Méditerranée centrale », selon l'ONG italienne Mediterranean Saving Humans. Au moins 1000 exiléEs disparuEs dans le naufrage, causé par le cyclone Harry, de plusieurs bateaux partis de Sfax pour fuir la pression croissante de la police tunisienne, mais aussi sans que les garde-côtes tunisiens ne les dissuadent de prendre la mer ! 22 novembre 2021 : naufrage d'une embarcation dans la Manche, 27 migrantEs mortEs. Plus de 4 ans après, une commis-

sion d'enquête vient de rendre enfin, le 5 février, ses conclusions. Elles mettent en cause un navire français et les garde-côtes britanniques dans le drame.

26 février 2023 : un bateau de migrantEs coule au large de Cutro (Calabre), 94 personnes périssent. C'est seulement le vendredi 30 janvier que s'est ouvert le procès de quatre agents des douanes italiennes et de deux membres des garde-côtes accusés d'être intervenus trop tard pour secourir le bateau.

Ouvrez les frontières !

Quand ce ne sont pas les garde-côtes ou les agents de Frontex qui refusent de porter secours aux naufragéEs, ce sont les flics de la police aux frontières (PAF) qui font le sale boulot dans la plus grande impunité. À Mayotte, en septembre 2025, une enquête de plusieurs médias a pointé la responsabilité de la PAF dans de nombreux naufrages dont sont victimes les ComorienNEs qui tentent de rejoindre Mayotte. Selon une « pratique habituelle », des vedettes de la PAF chargées d'intercepter les kwassa les font chavirer et même les percutent, provoquant blessures, mutilations, noyades.

Cette journée de Commemor'Action, c'est aussi refuser de considérer que certaines vies valent moins que d'autres. C'est une exigence de vérité, de justice et de réparation pour les victimes de la migration et leurs familles, pour les victimes du racisme des États. C'est un appel à développer et amplifier les actions de solidarité et résistances collectives, les mobilisations contre les violences policières, judiciaires et pénitentiaires, contre la criminalisation des personnes exilées, racisées et précarisées. Ouvrez les frontières ! Liberté de circulation et d'installation !

Josie Boucher

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Vie du NPA-A. Le NPA-A enfin propriétaire de son local historique. Depuis le vendredi 30 janvier 2026 et la signature de l'acte devant notaire, le NPA est propriétaire de son local historique qu'il occupe depuis 1976 avec son imprimerie Rotographie. Après deux occasions manquées dans les décennies passées, la conjonction du besoin de diminuer nos dépenses, de l'intérêt de rassembler nos activités en un seul lieu et de l'opportunité d'une mise en vente par les propriétaires a fait ressurgir ce projet d'achat en 2018.



Pandémie de Covid 19, concurrence avec d'autres acquéreurs, soutenabilité du montage financier, instabilité politique au sein du parti, élaboration du projet de rénovation, concentration sur d'autres objectifs comme l'élection présidentielle de 2022: il aura donc fallu 7 ans de péripéties en tous genres pour que le projet d'un local unique, multifonction et utile aux luttes se concrétise. Ce résultat n'aurait pas été possible sans le soutien financier de notre milieu lors de notre souscription en fin d'année 2024. Merci à vous toutes!

Il reste toutefois de lourds travaux à effectuer pour accueillir notre librairie, aujourd'hui en sursis dans son vieux local parisien, mais aussi pour créer une salle polyvalente d'environ 100 places capable d'accueillir divers événements au-delà du NPA. Nous espérons arriver au bout de ce processus en novembre ou décembre 2026. En attendant une grande fête d'inauguration, une fête aura lieu au mois d'avril juste avant la fermeture pour travaux. Eh oui, il y a toujours une bonne raison de se retrouver!

Le financement de ces travaux représente un poids très important pour nos finances. Quoique indispensable, nous souhaitons limiter au maximum le montant de l'emprunt bancaire. Voilà pourquoi votre solidarité financière est toujours la bienvenue!

Le groupe achat-Roto



Inprecor n° 741.
Revue sous la
responsabilité du
Bureau exécutif de la
4^e Internationale. Le
numéro 741 d'*Inprecor*
aborde la situation telle
qu'elle s'éclaire après
l'offensive sur le
Venezuela. L'éditorial à
ce sujet annonce deux
articles, l'un de Kay

Mann sur les résistances aux États-Unis et l'autre de Franck Gaudichaud sur les enjeux généraux de l'intervention au Venezuela. Nasser U. Haddad présente les impasses de l'Algérie, qui expliquent la répression contre notre camarade Lyes Touati. Nous abordons ensuite un dossier sur la Serbie préparé par la délégation de l'Internationale qui s'est rendue sur place. Le dossier s'ouvre sur une présentation générale de la place du pays dans les rapports internationaux (Elena Fernandez Fernandez), avant que Elias et Gin Vola analysent la mobilisation de masse qui y a eu lieu, tandis qu'une interview de Tamara Filipovic Stevanovic raconte le rôle des médias dans le pays. Elena Caldin aborde ensuite la situation des migrantEs et Denis Verstraeten la question écologique. Notre numéro se poursuit avec deux hommages. L'un est constitué par une interview du regretté Mohammed Harbi, l'autre par un texte concernant Eleni Varikas par ses camaradEs de Grèce. Enfin, nous publions la première partie d'un article présentant le chemin de la 4^e Internationale vers l'écossocialisme.



Orléans. Avec Irene, pour un féminisme révolutionnaire!
 ▶ Lire l'article sur notre site

Une liste large avec une tête de liste NPA-A à Alençon

Dans un paysage local très fragmenté, une coalition unitaire de gauche s'est constituée à Alençon.

Les municipales sont lancées à Alençon avec pas moins de six listes : une liste de la majorité sortante (PS), une liste LR, une seconde de droite issue d'une scission avec la liste LR, une du RN (une première chez nous) et une liste Renaissance. Enfin, à gauche, une liste large (militantEs LFI, Écologistes, NPA-A, Pôle Citoyen et PCF) ; notre camarade Johnny du NPA-A 61 est tête de liste.

Notre démarche unitaire et révolutionnaire

Ainsi, face à un morcellement des droites et à une incursion de l'extrême droite, notre comité a réussi à faire naître une liste unitaire permettant à la fois de faire barrage à la droite et à l'extrême droite et à proposer un projet fort de politiques sociales pour Alençon.

Nous incarnons notre démarche unitaire et révolutionnaire dans ces élections locales avec certes des limites ; un programme de rupture n'est évidemment pas le programme révolutionnaire que nous aurions défendu en partant seuls ; l'unité que nous avons construite aura été difficile à obtenir au regard des tensions qui peuvent exister au niveau national entre les forces de gauche. Elle aura été possible grâce au



NPA-

travail unitaire que nous menons à Alençon depuis les législatives de 2024 et dans le NFP local que nous avons impulsé.

Le programme a été travaillé démocratiquement et au consensus pendant plus de six mois, ainsi que la composition de la liste. Une première réunion publique s'est tenue avec Damien Carême (ancien maire de Grande-Synthe) pour présenter une expérience concrète de politique de gauche, sociale et solidaire à l'échelle municipale. Notre présence dans l'espace médiatique et sur le terrain s'est également construite autour de plusieurs conférences de presse et de diffusions de tracts hebdomadaires présentant notre démarche et invitant les habitantEs à nous rejoindre.

Un lancement de campagne réussi

Le 28 janvier, une réunion publique a fait office de lancement « officiel » de notre

campagne. Nous reconnaissons qu'il n'a pas été possible d'avoir des représentantEs d'envergure nationale de chaque organisation de la liste, mais nous avons réussi à proposer un dispositif qui valorisait notre démarche et nos orientations programmatiques. Au final, trois intervenantEs. David Cormand (eurodéputé Les Écologistes) est intervenu sur l'unité et les politiques sociales qui doivent être aussi portées par les municipalités. Outre la promotion de notre démarche, son propos a rappelé que la lutte contre les crises (sociales, politiques et écologiques) actuelles ne trouvera une réponse qu'au travers de politiques ambitieuses de rupture avec le système et le capitalisme.

Pour le NPA-A, notre camarade de la direction Aurore Koechlin a fait une très bonne intervention présentant notre ligne unitaire et révolutionnaire, en se mettant en prise avec tous les axes de notre programme et en prônant

notre critique des institutions et notamment de la police. Cela a marqué le positionnement fort de notre liste face aux cinq autres qui proposent une augmentation massive des effectifs de la police municipale, un renforcement de ses missions de verbalisation et de répression ainsi que l'extension massive du réseau de vidéosurveillance.

Enfin, Patrick Le Moal pour le Collectif des Transports Gratuits a porté une approche pratique et pragmatique qui convenait à ceux pour qui la politique doit d'abord se voir dans leur environnement immédiat. Très appréciée, cette intervention apportait toutes les données et chiffres de notre commune sur cette question : une partie de la salle y a vu un crédit supplémentaire à accorder à notre liste concernant sa capacité à porter des projets pour la ville.

Une certaine de personnes pour ce meeting réussi où nous avons aussi présenté notre liste complète (nous sommes les premierEs à le faire). Prochaines étapes : le travail de terrain et les débats de la presse régionale.

CorrespondantEs du NPA-A 61



REPRENONS LES COMMUNES !

Culture

AUDIOVISUEL De quoi Radio Nova est-elle le nom?

Les dernières mesures d'audience le confirment, Radio Nova s'impose comme la petite radio qui grimpe, qui grimpe... La migration de Guillaume Meurice et de certainEs de ses comparses vers la chaîne semble avoir enclenché une réelle dynamique...

Avant d'en parler, autant y aller voir. Ou plutôt, écouter ! C'est parti pour une semaine avec ma radio bloquée sur la fréquence de Nova... Le grand mix... c'est elle. Ce qui frappe, d'emblée, c'est une impressionnante présence publicitaire ! Pff... Mais Nova, ce n'est pas que la pub, c'est aussi une radio musicale. Et c'est un son, un rythme, proche du zapping.

On a testé pour vous !

Nova, c'est aussi des rendez-vous, comme Nova le matin, «matinale culturelle et musicale» avec un duo d'animateurEs plutôt incisifEs, SégO Raffaitin et Azzeddine Ahmed-Chaouch, qui donnent un ton. Et puis *La Riposte*, d'Akim Omiri, une émission hebdomadaire distillée quotidiennement en formats courts, un impertinent politique, pote de la bande à Meurice. La bande, parlons-en ! Leur émission, *La dernière*, enregistrée en public, outre une succession de chroniques, accueille chaque semaine unE invitéE sérieuxE : scientifique,



linguiste, économiste, toujours très pointuE, critique et le plus souvent passionnantE. La bande qui porte l'audience de Radio Nova est également vaporisée sur la grille, via ses chroniqueurs, à l'instar de Aymeric Lompret, probablement l'homme qui cite le plus souvent Philippe Poutou sur les ondes ! Dernier étage de la fusée, les podcasts. Les émissions, découpées en séquences de quelques minutes, sont diffusées sur l'antenne ou via les plateformes et battent des records d'audience.

Nova, n'est-ce qu'une radio?

Radio Nova, c'est aussi une histoire : elle se déclare la continuatrice des radios libres. Ses fondateurs s'inspirent de Radio Caroline — radio pirate offshore du 20^e siècle émettant depuis un navire ancré dans les eaux internationales. Puis Jean-François Bizot, le patron d'*Actuel*, magazine de contre-culture, tendance Mai 68, en prend les rênes, au moment où Mitterrand libéralise les ondes. Eh oui, avant 1981 la radio publique, en France, était

un monopole, que contournaient les radios «périphériques» (RTL et RMC).

Le cours actuel de Radio Nova, qui propose une ligne éditoriale carrément à contre-courant, renvoie d'ailleurs... à Mai 68. Alors que la radio d'État les mettait sous l'éteignoir, les émeutes étaient couvertes par les radios périphériques... Et à l'issue de la grève générale, un nombre significatif de journalistes virés du service public avaient trouvé refuge sur RTL...

Pigasse, un projet politique?

Mathieu Pigasse (né le 25 mai... 1968) achète Radio Nova en 2015. Haut fonctionnaire, issu de l'ENA, il a travaillé pour Strauss-Kahn, puis dans l'équipe de Fabius, avant de se lancer dans la banque d'affaires. On l'a dit proche de Chavez, il a travaillé pour l'Argentine en faillite et pour le Venezuela. Il annonce avoir voté Mélenchon en 2017, et se présente volontiers comme l'inverse de Bolloré, en particulier quant à l'indépendance rédactionnelle des organes de presse qu'il contrôle. Force est de constater que son soutien à Pierre-Emmanuel Barré, attaqué par Nunez après avoir attaqué la police dans une chronique virulente (« *en fait la police et la gendarmerie, c'est Daech avec la sécurité de l'emploi* ») a été sans faille. Les intentions qui lui sont prêtées de se présenter en 2027 sont-elles fondées, le conduiront-elles à instrumentaliser sa (relative et encore modeste) puissance médiatique ? On compte sur *La dernière* pour nous tenir au courant !

Claude Moro

ANTIRACISME « Cela fait 80 ans que la République française refuse de reconnaître sa responsabilité dans le génocide des Roms et des Voyageurs »

Entretien avec le Collectif Romani et Voyageur ZOR.

Qu'est-ce que le collectif ZOR ?

Le collectif Romani et Voyageur ZOR, fondé par Aurélie Garand, Logan De Carvalho, Anina Ciuciu, Ritchy Thibault et Sue-Ellen Demestre, est né suite au succès de notre campagne digitale #VoyageursContreleRN, lancée lors des élections législatives anticipées de juin 2024. Grâce à cette campagne, nous avons touché plusieurs millions de personnes. Cela a permis de contrer la propagande de ce parti d'extrême droite à destination des Voyageurs, en rappelant notamment, à travers des vidéos de nos ancienNes, que ce parti s'inscrit dans la droite lignée de leurs persécuteurs d'autrefois.

ZOR signifie « force » en romanès et en manouche

FortEs du succès de cette mobilisation inédite, nous avons décidé d'aller plus loin, convaincuEs que la meilleure manière de combattre l'extrême droite est de créer un pouvoir romani et Voyageur autonome. C'est pourquoi, en janvier 2025 à Paris, nous avons réuni une quarantaine de jeunes issuEs de la grande diversité des groupes romani et Voyageurs en France. Ensemble, nous avons décidé de lancer une mobilisation pour la reconnaissance du génocide subi par nos ancêtres, qui reste, 80 ans après, l'objet d'un déni insupportable.

Cette campagne #NosViesDeGitansComptent a marqué le lancement officiel du collectif ZOR, qui signifie « force » en romanès et en manouche.

Pourquoi avoir choisi de publier des présentations individuelles de membres du collectif ?

Nous avons fait le choix de publier une série de portraits de nos membres, afin de montrer qu'aujourd'hui la lutte contre l'antitsiganisme s'incarne par des visages et des noms : des jeunes Roms, Manouches, Sinti, Gitans, Yéniches et VoyageurEs qui prennent leur destin en main en s'organisant collectivement.

Il y a une volonté de nous essentialiser sous des étiquettes comme « tsigane », « nomade » ou « gens du voyage »

Une des manifestations de l'antitsiganisme, c'est cette volonté constante de nous essentialiser ou de nous réduire au plus



Des membres du collectif ZOR lors d'une rencontre-action les 18 et 19 octobre 2025. PHOTO DE VERSACE LUDOVIC POUR ZOR

petit dénominateur commun, sous des étiquettes ethniques comme « tsigane » ou administratives comme « nomade » puis « gens du voyage » en ce qui nous concerne en France. Or, avec ces portraits, nous mettons en avant notre multiplicité et nous nous présentons nous-mêmes avec nos propres mots, loin des caricatures auxquelles on nous assigne.

Cette série de portraits est aussi une manière de montrer que, derrière toutes nos histoires individuelles extrêmement variées, il y a une histoire et un vécu commun de stigmatisation : l'antitsiganisme, qui, dès le plus jeune âge, broie nos vies. Ces portraits peuvent être lus sur la page Instagram du collectif ZOR (@zor.collectif)

Quel est l'enjeu de votre lutte actuelle pour la reconnaissance du génocide des tsiganes ?

Cela fait 80 ans que le déni perdure, 80 ans que la République française refuse de reconnaître sa responsabilité dans le génocide des Roms et des Voyageurs, qui a fait 500 000 victimes à l'échelle de l'Europe. Or, c'est bien la République française qui, en 1912, a créé le statut de « nomade », statut que les nazis ont traduit comme correspondant à la catégorie raciale « Zigeuner ». C'est toujours la République, plus précisément la 3^e République sous Albert Lebrun, qui a pris un décret-loi le 6 avril 1940 permettant l'assignation à résidence et l'internement desdits nomades ; ce décret-loi républicain a ensuite été utilisé par le régime de Vichy. Enfin, c'est le gouvernement provisoire de la République française qui a maintenu des nomades enfermés dans des camps sur le territoire national jusqu'au 1^{er} juin 1946. La vérité historique est donc incontestable.

Il n'en reste pas moins qu'elle ne sera pas reconnue sans notre

mobilisation. En tant que descendantEs de nomades internéEs, nous nous battons pour arracher cette reconnaissance, qui est indispensable pour la mémoire de nos ancêtres, mais aussi parce que nous sommes absolument convaincuEs qu'il est vain d'espérer que l'on respecte nos vies dans le présent si l'on ne respecte même pas nos morts.

L'incontestable vérité historique ne sera pas reconnue sans notre mobilisation

Grâce à notre pugnacité, nous avons réussi à faire déposer une proposition de résolution transpartisane (PPR n° 1901), pour la reconnaissance du 2 août comme journée officielle de commémoration du génocide des Roms, Manouches, Sinti, Gitans, Yéniches et Voyageurs. Cette PPR est signée par plusieurs dizaines de députéEs, dont des présidentEs de groupe parlementaire. Nous nous battons en ce moment même pour convaincre la conférence des présidentEs de l'Assemblée nationale d'inscrire cette proposition à l'ordre du jour de la semaine transpartisane de débat du 6 avril qui vient.

Qu'est-ce que vous attendez des organisations politiques et en particulier du NPA-A ?

Nous attendons des organisations politiques qu'elles prennent en compte la réalité de l'antitsiganisme, qui frappe quotidiennement plusieurs centaines de milliers de personnes romani et voyageuses dans leur quotidien en France, à travers une série de discriminations structurelles.

Il est temps de mettre fin à l'exclusion systémique des personnes romani et voyageuses du champ politique

Dans ce sens, nous attendons d'elles qu'elles intègrent dans

leurs programmes et projets politiques les demandes que nous portons pour faire respecter nos droits et notre dignité. Enfin, nous souhaitons qu'elles laissent aussi la place dans leurs espaces à celles et ceux qui nous ressemblent, non dans une logique de tokenisation, mais bien de représentation réelle. Il est temps de mettre fin à un paysage politique dont les personnes romani et voyageuses sont exclues de manière systémique.

Vous avez donc pris des initiatives à l'approche des élections municipales ?

Nous avons mené ces derniers mois une mobilisation visant à l'inscription sur les listes électorales des personnes romani et voyageuses, afin d'obtenir des victoires concrètes dans le cadre des élections municipales.

À Nantes, le plus grand bidonville de France est menacé d'expulsion

En particulier dans la métropole lilloise, où notre groupe local a réussi à faire inscrire de nombreuses personnes, non sans difficultés, en raison du fait que les dites aires d'accueil ne sont pas considérées comme des lieux de domicile. Maintenant inscritEs, nous allons, dans la métropole lilloise, engager des discussions avec les différents candidats pour obtenir le logement des dites aires d'accueil, polluées et insalubres, ainsi que la construction de nouvelles places pour permettre aux familles de vivre dans des conditions dignes. Le groupe local de ZOR a aussi réussi à faire inscrire des gens à Nantes, sur le plus grand bidonville de France, qui est menacé d'expulsion. Cela va permettre là aussi d'engager un rapport de force avec les candidats pour demander la non-expulsion sans solution de logement, ainsi que la mise en place d'une desserte de bus pour que les enfants du bidonville puissent aller à l'école dans de bonnes conditions.

Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[anticapitaliste.presse](https://anticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ?

Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org